



# ASSEMBLÉE NATIONALE

16ème législature

## Menace terroriste en France

Question au Gouvernement n° 1709

Texte de la question

### MENACE TERRORISTE EN FRANCE

**Mme la présidente.** La parole est à M. Sylvain Maillard.

**M. Sylvain Maillard.** Le 22 mars, Daech a attaqué une salle de concert à Moscou, faisant 140 victimes et de nombreux blessés, parce qu'ils célébraient la musique, parce qu'ils célébraient la vie. Comment ne pas penser aux attentats terroristes qui ont endeuillé notre pays le 13 novembre 2015 et aux morts du Bataclan, aux morts du festival Nova, en Israël, le 7 octobre ? Alors que deux projets terroristes ont d'ores et déjà été déjoués en 2024, le terrorisme islamiste reste plus que jamais menaçant. La branche afghane de Daech, qui a revendiqué l'attentat de Moscou, a d'ailleurs voulu frapper Strasbourg il y a quelques mois.

Face à cette menace, monsieur le Premier ministre, vous avez annoncé le relèvement du plan Vigipirate au niveau « urgence attentat ». C'est dans ce cadre que nous étions hier ensemble gare Saint-Lazare, dans le 8e arrondissement de Paris, pour saluer et remercier nos militaires de l'opération Sentinelle et toutes les forces de l'ordre présentes. Au nom du groupe Renaissance, je veux rendre hommage à leur engagement, ainsi qu'à celui des policiers, des gendarmes et de toutes les forces de sûreté qui protègent la vie des Français.  
*(Applaudissements sur tous les bancs.)*

Le terrorisme islamiste veut détruire notre mode de vie, nos valeurs et nos principes démocratiques, mais nous ne céderons jamais à la peur et nous ne renoncerons jamais à nos libertés, car elles font la France. La grande fête des Jeux olympiques et paralympiques de Paris, cet été, en donnera la plus belle preuve.

**M. Maxime Minot.** Si tout est prêt à temps !

**M. Sylvain Maillard.** Monsieur le Premier ministre, quel est l'état de la menace terroriste en France et comment risque-t-elle d'affecter nos concitoyens ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe RE.)*

**Mme la présidente.** La parole est à M. le Premier ministre.

**M. Gabriel Attal, Premier ministre.** Vendredi dernier, un attentat absolument effroyable a été commis à Moscou. Après le Président de la République et la présidente de l'Assemblée nationale, je veux redire la solidarité de la France envers le peuple russe, que nous n'avons jamais confondu avec ses dirigeants. *(Applaudissements sur les bancs du groupe RE et sur quelques bancs des groupes LFI-NUPES, Dem et HOR.)*

L'attentat de Moscou a été revendiqué par une branche de l'État islamique qui a déjà menacé plusieurs pays européens, dont l'Allemagne, et projeté des attentats en France. À cet égard, permettez-moi de dire quelques mots au sujet de ceux qui déjouent les projets d'attentat dans notre pays.

Depuis 2017, 45 projets d'attentat ont été déjoués en France et, cette année, deux attentats ont déjà été contrecarrés. De toute évidence, on entend peu parler des attentats qui n'ont pas lieu, mais je veux rendre hommage aux femmes et aux hommes des services de renseignement (*Applaudissements sur tous les bancs*), qui agissent dans l'ombre, sans grande reconnaissance publique, et à qui nous devons tant pour notre sécurité. (Mmes et MM. les députés se lèvent et applaudissent.)

Vous avez raison, monsieur Maillard, la menace terroriste islamiste plane toujours sur notre pays. Elle est forte et réelle, et n'a jamais reculé. Le mal auquel nous faisons face, c'est l'islamisme, c'est-à-dire un islam dévoyé qui attaque nos valeurs, exècre notre liberté et cherche à détruire notre mode de vie. L'islamisme est une spirale qui commence par la haine et mène à la destruction. Nous ne lui laisserons jamais une seconde de répit.

Face à une menace qui ne faiblit pas, notre détermination est totale et notre mobilisation entière. Nous ne baisserons jamais la garde devant un ennemi qui prendrait chaque centimètre de terrain que nous lui céderions. Nous devons nous préparer à tous les scénarios et n'en écarter aucun. C'est ce que nous faisons au quotidien avec les services. Il nous faut être partout, à chaque instant. C'est la raison pour laquelle, dimanche, le Président de la République a convoqué le Conseil de défense et de sécurité nationale (CDSN).

La protection des Français est notre priorité depuis la première seconde et le restera jusqu'à la dernière. Nous avons décidé de rehausser la posture Vigipirate à son niveau le plus élevé, « urgence attentat ». Concrètement, cela signifie que nous allons déployer des moyens supplémentaires et exceptionnels partout sur le territoire. La présence policière sera renforcée devant les lieux sensibles, les écoles, les lieux de culte et les lieux qui rassemblent du public. Les patrouilles militaires de l'opération Sentinelle seront également intensifiées : les 3 000 soldats déployés sur le terrain seront appuyés par 4 000 soldats supplémentaires en alerte, prêts à être mobilisés en cas de besoin. Ensemble, ils seront auprès des Français, au cœur de nos villes, devant les gares, les écoles, les salles de spectacle et les lieux de culte. Ensemble, ils veilleront à protéger notre vie quotidienne. Vigipirate est notre bouclier contre le terrorisme islamiste. Plus notre vigilance collective sera élevée, plus ce bouclier sera puissant.

Au nom du Gouvernement et en votre nom à tous, j'en suis sûr, je veux dire toute notre reconnaissance aux policiers, aux gendarmes, aux femmes et aux hommes de nos armées et de nos services de renseignement. Ils incarnent notre lutte contre le terrorisme, ils sont le visage de la sécurité des Français. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe RE.*) Vous l'avez rappelé, je me suis rendu hier, avec vous, gare Saint-Lazare, dans votre circonscription, auprès des militaires de Sentinelle, des forces de l'ordre et des agents de la SNCF, qui luttent aussi contre le terrorisme.

La lutte contre le terrorisme est un combat de long terme – vous l'avez souligné à juste titre. C'est la loi du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme, dite Silt, qui nous permet de fermer les mosquées radicalisées et de renforcer les mesures de surveillance. C'est le doublement des budgets des services de renseignement par rapport à 2015 qui nous permet d'être toujours plus efficaces pour déjouer les projets d'attentat. C'est la loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, dite séparatisme, qui nous permet d'attaquer le mal à la racine et de renforcer notre efficacité dans ce combat. C'est la loi pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration, adoptée en décembre 2023, qui permet d'expulser plus facilement ceux qui haïssent nos valeurs et notre pays.

Nous nous sommes toujours adaptés à la menace. 760 étrangers radicalisés ont été reconduits à la frontière et nous poursuivons, évidemment, cette action. Autour du Président de la République et avec le ministre de l'intérieur, nous ne laisserons jamais une minute de répit à ceux qui veulent s'en prendre à la France et aux Français. Notre main ne tremblera jamais ni face au terrorisme ni face à l'islamisme. (*Applaudissements sur les bancs des groupes RE, Dem et HOR.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. Sylvain Maillard](#)

**Circonscription** : Paris (1<sup>re</sup> circonscription) - Renaissance

**Type de question** : Question au Gouvernement

**Numéro de la question** : 1709

**Rubrique** : Terrorisme

**Ministère interrogé** : Premier ministre

**Ministère attributaire** : Premier ministre

Date(s) clé(e)s

**Question publiée le** : 27 mars 2024

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 27 mars 2024